

Alliance de la gauche verte

Category: International

écrit par jmfouquer | 26 janvier 2024

Le Mouvement social d'Ukraine a publié récemment un communiqué. Il annonçait un événement politique de grande importance : la fondation de l'Alliance de la gauche verte d'Europe centrale et orientale (CEEGLA). Cette association comprend des partis politiques et des organisations publiques qui prônent une Europe sociale, juste et de gauche dans leurs pays. Nous saluons cette initiative porteuse d'espoir !

Alliance de la gauche verte d'Europe centrale et orientale (CEEGLA)

Par **Stefan Bekier**. Le 26 janvier 2024

Cette nouvelle **Alliance de la gauche alternative** a été constituée le 12 janvier 2024 à Varsovie, en marge du congrès du parti polonais **Razem**, et rendue publique lors d'une conférence de presse tenue au siège du parlement polonais. La coalition nouvellement créée comprend des mouvements de six pays :

- les partis **Budoucnost** (L'Avenir, République tchèque), **Demos** (Démocratie et solidarité, Roumanie), **Kartu** (Ensemble, République de Lituanie), **Razem** (Ensemble, République de Pologne), et
- les organisations **Szikra Mozgalom** (Mouvements des étincelles, Hongrie), **Sotsialnyï Roukh** (Mouvement social, Ukraine).

Notre mouvement français, qui porte également le nom ENSEMBLE!, salue la fondation de la nouvelle Alliance.

Nous souhaitons à ses organisations, membres et militants beaucoup de succès dans leurs combats. Nous les assurons de notre volonté de collaboration, et de leur apporter si

nécessaire toute aide et soutien dont leur nouvelle Alliance pourrait avoir besoin.

Sotsialnyi Rukh (Mouvement social). Communiqué publié le 15 janvier 2024.

[...]

Comme l'a souligné Zofia Malisz, coordinatrice de projet du parti Razem et membre du Conseil national du parti, la voix de militants de gauche d'Europe centrale et orientale n'a pas encore été entendue dans l'UE. La création du CEEGLA devrait changer cette situation. « *Nous voulons nous soutenir mutuellement dans notre candidature au Parlement européen, pour renforcer la voix de la gauche verte de la mer Baltique aux Balkans* », a-t-elle expliqué.

Toutes ces forces politiques estiment que les racines des phénomènes de crise dans les domaines économique, social et climatique sont générées par la logique du système capitaliste.

« *Contrairement à ceux qui les considèrent comme chers et immérités, nous valorisons les services publics – soins de santé, éducation et protection sociale – comme la clé d'une société fondée sur l'égalité, la solidarité et la dignité*» – peut-on lire sur le site Internet de la nouvelle alliance – « *Nous nous efforçons de bâtir une économie forte, diversifiée et durable qui profite à tous. Nous élevons nos voix pour façonner une économie européenne et mondiale centrée sur l'humain. L'idée selon laquelle notre région n'est qu'un terrain d'entraînement capitaliste de la semi-périphérie de l'Europe et de l'ordre mondial doit être rejetée.* »

CEEGLA se décrit comme « *une nouvelle génération qui a*

survécu à la désillusion de l'effondrement du bloc de l'Est et à la transition capitaliste qui a suivi ». « Nous n'avons aucune nostalgie des régimes précédents, aucune illusion sur la nature du projet néolibéral raté mis en œuvre dans notre région. Nous devons avancer, pas reculer. Nous soutenons l'intégration européenne et le développement d'une Europe démocratique, sociale et durable », telles sont les lignes directrices de l'Alliance.

L'une des principales priorités du CEEGLA est la lutte contre l'agression russe, qui détruit l'Ukraine et constitue une menace pour l'ensemble de la région.

« La seule raison pour laquelle les troupes russes n'ont pas encore attaqué la Pologne ou la Roumanie est à cause des troupes américaines stationnées là-bas. Nous sommes convaincus que les pays de notre région doivent construire ensemble leur propre subjectivité et leur propre force » a souligné Victoria Pigul.

« Je ne parle pas seulement de puissance militaire. La Russie utilise les points faibles des pays européens – la crise du climat et du logement, la détérioration du niveau de vie et la montée de l'extrême droite, a-t-elle prévenu. « Sans résoudre ces problèmes, nous ne pouvons pas assurer notre sécurité. »

Comme l'a souligné Maciej Konieczny, député de Razem, *« aujourd'hui, l'Ukraine a encore besoin de la solidarité européenne, elle a besoin d'un soutien économique, financier et militaire pour repousser l'agression russe et pour protéger notre sécurité. Comme vous le savez, dès les premiers jours de l'invasion à grande échelle, les militants de gauche polonais ont préconisé l'annulation de la dette extérieure de l'Ukraine afin d'assurer un avenir durable à notre pays. »*

Le Mouvement social espère que cette alliance avec les alliés des pays de la région de l'Europe de l'Est aidera le peuple ukrainien à obtenir plus facilement des fournitures militaires qui renforceront notre défense, renforceront les priorités sociales dans le processus d'intégration européenne et orienteront la reconstruction d'après-guerre en les intérêts de la société tout entière.

Nous remercions nos camarades de Lituanie, de Pologne, de République tchèque, de Roumanie et de Hongrie de nous soutenir dans une période difficile pour l'Ukraine et de nous proposer de développer la gauche au niveau international !

Nous invitons chacun à suivre les mises à jour sur le site officiel de l'alliance <https://ceegla.org/> et sur le réseau social X (Twitter) <https://twitter.com/ceeglalliance>



Parlement polonais : Conférence de presse de l'Alliance
CEEGLA le 12 janvier 2024

o0o

Présentation de l'Alliance sur son tout nouveau site
<https://ceegla.org/>
(traduit de l'anglais)

Qui sommes-nous

Nos partis, mouvements et groupes de citoyens sont nés après la crise économique et financière de 2008-2009. Nous sommes une nouvelle génération, qui a fait l'expérience des désillusions après l'effondrement du bloc de l'Est et de la transition capitaliste qui a suivi. Nous n'avons pas de nostalgie pour les régimes précédents, ni d'illusions quant à la nature du projet néolibéral mis en œuvre dans toute notre région, et qui a fait faillite. Nous devons aller de l'avant et non revenir en arrière. Nous soutenons l'intégration européenne et la construction d'une Europe démocratique, sociale et durable.

Notre génération a été témoin de nombreuses guerres. La guerre d'agression russe contre l'Ukraine nous rappelle brutalement que la démocratie et l'autodétermination ne doivent jamais être considérées comme acquises.

Nous avons également observé l'augmentation de la brutalité de l'État, de la surveillance et des régimes frontaliers inhumains. Au lieu de construire des ponts pour aider ceux qui en ont besoin, nos élites construisent des clôtures et instillent la peur.

Nos racines se trouvent dans nos sociétés, et non dans les oligarchies et les systèmes de pouvoir. Nous travaillons avec les citoyens, la société civile, les mouvements de travailleurs et les groupes

communautaires pour construire des alternatives et des alliances significatives. Nos membres et nos partenaires apprennent les uns des autres, développent leurs organisations et créent une solidarité transnationale autour de nos valeurs et de nos luttes. Nous unissons nos efforts à ceux des forces qui partagent les mêmes idées, pour offrir de l'espoir et un guide d'action aux niveaux régional et mondial.

Notre vision

Ayant été témoins et ayant vécu trois décennies de transformation capitaliste brutale, nous affirmons que nos droits, notre dignité, nos communautés, notre planète et notre avenir sont plus importants que le profit et l'enrichissement d'une petite élite mondiale.

Contrairement à ceux qui les considèrent comme coûteux et immérités, nous tenons beaucoup aux services publics – soins de santé, éducation et protection sociale – comme la clé ouvrant la voie vers de sociétés fondées sur l'égalité, la solidarité et la dignité.

Nous cherchons à construire des économies fortes, diversifiées et durables au service de chaque citoyen. Nous élevons nos voix pour modeler les économies européenne et mondiale centrées sur l'humain. L'idée, suivant laquelle notre région ne serait qu'un terrain d'expérimentation capitaliste à la périphérie de l'Europe et de l'ordre mondial, doit être écartée. Elle appartient au passé, et uniquement au passé.

Nous soutenons la société civile, les syndicats, les ONG et les médias de masse dans le but de maintenir les démocraties en bonne santé.

Nous nous opposons aux dirigeants autoritaires, qui détournent les règles en leur faveur, écrasent l'opposition et la dissidence.

Nous construisons la solidarité, l'égalité et l'espoir. Nous sommes contre les divisions, les inégalités et les peurs. De même, nous sommes contre l'utilisation de la « nation » et de la « foi » comme armes contre les minorités et les droits fondamentaux. Nous devons mettre en avant des plans climatiques ambitieux et courageux. Il est grand temps d'arrêter la destruction de notre planète pour les profits d'une infime minorité. Nous devons nous concentrer sur le développement de richesses, de sécurité et de santé partagées, dans un environnement propre et stable. Pour notre génération et pour les générations à venir.

Nos principes

Puisant dans les expériences de nos histoires croisées, nous cherchons à renforcer les liens entre nos mouvements et organisations, et à travailler ensemble pour :

1. Une économie démocratique et durable au service de tous – une société égalitaire basée sur une juste répartition des richesses et des ressources.
2. Une politique pour le peuple, par le peuple, libérée des intérêts des grandes entreprises, des oligarchies politiques et de l'autoritarisme.
3. Une économie en faveur des travailleurs – de meilleurs salaires, des emplois sûrs, des droits sociaux solides et un équilibre pertinent entre vie professionnelle et vie privée.
4. Une démocratie sur les lieux de travail. Soutien aux syndicats indépendants, aux négociations collectives, à la codétermination des travailleurs, ainsi qu'aux coopératives en tant que formes alternatives d'organisation économique.
5. Des politiques fiscales capables de financer des programmes sociaux progressistes tant au niveau national que régional, en rompant avec les politiques

néolibérales basées sur la dette et l'austérité.

6. Des politiques actives de conservation des écosystèmes et de la biodiversité. Protection des biens communs mondiaux. Gestion responsable et durable des ressources en eau et des terres.

7. Une transition socialement juste, inclusive, durable et pilotée par l'État vers une société neutre en carbone.

8. Des systèmes solides de protection sociale et de services publics. Accès à des logements de qualité abordables, à l'éducation publique et aux soins de santé d'un niveau élevé. Des systèmes de retraite publics garantissant une vie digne aux personnes âgées.

9. Des sociétés égalitaires, exemptes de marginalisation, de discrimination et de haine. Plein respect et soutien de tous les droits humains fondamentaux. Pleine participation politique, économique, sociale et culturelle de toutes les minorités.

10. Des technologies au service des citoyens et non au profit des grandes entreprises. Une économie numérique qui donne des moyens d'action et crée des opportunités. Les données devraient être un bien commun au service du développement social, et non une marchandise qui enrichit quelques-uns.

11. Des organisations de la société civile libres et robustes, des médias de masse indépendants, publics et critiques.

12. Démocratisation de la gouvernance municipale. Des démocraties locales dynamiques. Protection et expansion des espaces publics.

13. Une Union européenne construite comme une communauté de démocraties liées par la solidarité et les valeurs sociales, luttant contre les inégalités, les disparités et la pauvreté.

14. Une voix de l'Europe centrale et orientale appelant à un modèle social et économique fondé sur les

principes de justice sociale et de solidarité, tant au sein de l'UE qu'à l'échelle mondiale. Une Europe sociale à part entière, combattant le capitalisme et les abus des grandes entreprises.

15. Solidarité internationale, justice mondiale et anti-impérialisme conséquent. Coopération internationale fondée sur les principes des droits de l'homme et de la démocratie.

16. Une vision d'ensemble de la sécurité humaine, qui prend en compte les dangers pour l'environnement, la santé publique ou le bien-être social, ainsi que les menaces militaires ou humanitaires.

17. Contrôle démocratique, surveillance et transparence des dépenses en matière de défense, de police et de forces armées.

(Traduction automatique Deepl, revue et corrigée)



Les représentants des partis membres de l'Alliance au parlement polonais